



---

## RAPPORT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME & JUSTICE AU BURUNDI

---

### ***RAPPORT HEBDOMADAIRE DU 14 AU 18 AVRIL 2008***

---

#### **I. Sommaire**

- Cent soixante-neuf (169) violations des droits de l'Homme attribuées à la PNB (159), au SNR (07), à la FDN (01), et à l'administration (02), rapportées par les Observateurs des droits de l'homme et justice (ODH&J)
- Trois (03) cas d'abus des droits de l'Homme attribués au Palipehutu/FNL de Rwaswa
- Poursuite des activités de la commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la DUDH

#### **II. Situation sécuritaire, politique et sociale**

La situation sécuritaire a été marquée par des attaques à l'artillerie lourde dans les quartiers périphériques de la mairie de Bujumbura, et en province de Kayanza (communes Muruta et Matongo) dans la nuit du 17 au 18 avril 2008. Il convient de souligner que ce rapport ne fait aucunement mention des exactions qui auraient pu être commises par les deux parties au conflit lors des combats dans la mesure où des informations dignes de confiance n'avaient pas encore pu être collectées par les ODH&J. Des cas de vols à mains armées et de criminalité consécutive notamment aux accusations de sorcellerie ont aussi continué d'être observés à travers le pays.

Sur le plan social, les litiges fonciers entre les rapatriés et les personnes qui sont restées sur les collines constituent aussi une source d'insécurité dans certaines régions du pays, en particulier dans la commune Vugizo, province Makamba où, sur 100 plaintes déposées devant la Commission nationale terres et autres biens (CNTB), aucune d'entre elles n'aurait encore été traitée.

Sur le plan politique, la reprise des hostilités entre le Palipehutu/FNL et l'armée gouvernementale semble hypothéquer temporairement la relance des activités du MCVS. Le blocage du fonctionnement de l'Assemblée nationale persiste également.

#### **III. Situation des droits de l'Homme**

##### ***Violations attribuées à la PNB***

Le nombre de violations enregistrées a fortement augmenté par rapport à la semaine précédente : cent cinquante neuf (159), contre quatre vingt et onze (91). Il s'agit d'atteintes à l'intégrité physique (02),



viol (01), détentions illégales/arbitraires (84), non séparation des enfants des adultes dans les lieux de détention (24), insuffisance/non enregistrement de détenus dans le registre de rétention et de garde à vue (40), mauvaises conditions de détention (07), et atteinte à la liberté de manifester (01). Un cas d'illustration d'atteinte à l'intégrité physique est celui d'une femme de 31 ans, brigadière candidate à la démobilisation, qui aurait été arrêtée pour subversion, et conduite au cachot de police où elle aurait passé toute une nuit. Elle aurait été battue en sous vêtements par des policiers le 15 avril 2008, et aurait été dépouillée de son argent. Quant au cas d'atteinte à la liberté de manifester, il a été observé dans la matinée du 15 avril 2008. Un groupe d'une vingtaine de parlementaires pro Hussein Radjabu ont organisé une manifestation devant les bureaux du parquet général de la République et de l'OHCDH-B, pour exprimer leur désapprobation du verdict rendu le 2 avril 2008, dans le procès de l'ex-président du parti CNDD-FDD. Suite à cette manifestation, quatorze (14) personnes ont été appréhendées « *pour manifestation non autorisée par le Maire de la ville de Bujumbura* » dans divers endroits de la ville et incarcérées au cachot du commissariat municipal de la Police judiciaire (ex BSR). Le 16 avril 2008, des ODH&J ont pu s'entretenir avec ces 14 personnes dont 5 femmes (l'une d'elles aurait été arrêtée alors qu'elle se rendait à une consultation médicale).

### ***Violations attribuées au SNR***

Sept (07) cas de violations ont été rapportés, alors qu'il n'y en avait aucune, la semaine précédente. Celles-ci ont été constatées au cachot du SNR, en commune Rohero, Mairie de Bujumbura, où se trouvaient 7 personnes appréhendées arbitrairement pour escroquerie. *Les ODH&J ont fait remarquer le caractère arbitraire de la détention de ces personnes et le fait que le SNR instruit ces cas alors qu'ils relèvent normalement de la compétence des OPJ et du parquet.*

### ***Violation attribuée à la FDN***

Il s'agit d'un (01) cas d'utilisation abusive de la force qui serait survenu dans la nuit du 30 au 31 mars 2008, vers 23 heures, en commune urbaine de Gihosha, Mairie de Bujumbura, où un groupe de quatre (04) hommes se seraient introduits dans un atelier de couture appartenant à un officier de la FDN. Le gardien de cet atelier qui est un militaire FDN aurait aperçu les voleurs qui auraient commencé à lui lancer des pierres. Il aurait riposté en tirant sur eux. L'un d'eux aurait été atteint et aurait succombé aux blessures.

### ***Violations attribuées à l'administration***

Deux (02) cas ont été rapportés, contre quatre (04), la semaine précédente. Il s'agit d'un (01) cas de viol d'une jeune fille de 17 ans, élève en 6<sup>ème</sup> année de l'école primaire de Nkondo, zone Bukoro, commune Nyarusange, province de Gitega, qui aurait été abusée sexuellement par un enseignant du même établissement scolaire. La victime, qui serait enceinte de 4 mois, aurait été chassée de l'école. Le présumé auteur aurait été arrêté le 11 avril 2008 et détenu au cachot de la PJ de Gitega.

Par ailleurs, une atteinte à la liberté d'expression a été relevée le 12 avril 2008, à Bujumbura, où la police a interdit une conférence de presse du Mouvement pour la sécurité et la démocratie (MSD). Le porte-parole de la PNB a indiqué aux ODH&J que la police a agi sur ordre et réquisition verbale du



Maire de la ville de Bujumbura, alors que ce dernier n'aurait même pas spécifié la raison de cette interdiction.

### ***Violations attribuées au Mouvement Palipehutu/FNL de Rwasa Agathon***

Trois (03) cas d'abus ont été rapportés, contre quatre (04), la semaine précédente : deux (02) cas de viol et un (01) cas d'atteinte au droit à la propriété. Ce dernier est survenu le 4 avril 2008, à la sous-colline de Bwinyana, colline de Kirega, zone et commune de Rugazi, province de Bubanza, où un groupe de membres du FNL de Rwasa Agathon aurait volé dans une habitation et emporté des habits, un poste de radio, des poules et une chèvre. Tous les trois abus ont été commis dans la province de Bubanza.

### ***Violences sexuelles***

Onze (11) cas de viol dont (03) viols collectifs ont été enregistrés, contre dix-sept (17), la semaine précédente. Tous ces cas ont été commis sur des mineures âgées entre deux (02) et seize (16) ans.

### ***Administration de la justice***

Au cours des descentes des ODH&J dans les cachots, des irrégularités récurrentes ont été constatées à savoir, la détention arbitraire/illégale, la non séparation des enfants des adultes, l'insuffisance/non enregistrement des détenus dans les registres de détention et de garde à vue.

Dans le cadre du suivi et du plaidoyer pour l'adoption des projets de réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale, la DDH&J a rencontré le directeur du Service national de législation (SNL). L'objet de la rencontre était de s'enquérir sur l'état d'avancement du processus de réforme du Code de procédure pénale notamment en ce qui concerne l'intervention du SNL dans le toilettage juridique et la traduction du projet de loi en Kirundi, la collaboration avec la DDH&J dans la relecture et la validation de la traduction ainsi que d'autres préoccupations relatives à la revue du Code de l'organisation et de la compétence judiciaires, le Code de procédure civile, le statut des magistrats et la loi sur la Cour suprême. La DDH&J a aussi pris contact avec le directeur législatif à l'Assemblée nationale dans le cadre de la préparation du plaidoyer visant à l'adoption du nouveau Code pénal.

## **IV. Activités de sensibilisation et de promotion des droits de l'Homme**

Dans le cadre de la commémoration, pendant une année (10/12/07-10/12/08), du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la DUDH, des activités ont été menées par la DDH&J et l'OHCDH-B notamment :

- l'organisation de la 10<sup>ème</sup> causerie-débat avec les journalistes, les syndicats et la société civile sur « la vulgarisation de la DUDH ». La séance a porté sur l'article 10 et soixante et une (61) personnes dont vingt-quatre (24) femmes y ont participé ;



- cinq (5) séances de sensibilisation/vulgarisation de la DUDH animées dans les communes de Nyabikere, en province Karusi, de Matongo et Muhanga, en province Kayanza, de Vumbi, en province Kirundo et de Gashoho, en province Muyinga, avec la participation de 280 personnes, dont 86 femmes, et les groupes minoritaires en particulier les Batwas. Plus de 300 copies de la DUDH ont été distribuées ; et
- une séance de causerie-débat et une autre de sensibilisation autour des thèmes «la problématique de la succession de la fille au Burundi » et « les violences faites aux femmes », respectivement à l'intention de 48 participants, essentiellement membres des associations féminines des communes de la province Muramvya, des centres de développement familial (CDF) et des représentantes des femmes, et de 107 participants, dont 55 femmes de la commune Mugongo Manga, province Bujumbura rural.

D'autres activités ont été organisées dont :

- une séance spéciale d'information des partis politiques et des réseaux de droits de l'Homme sur les actions de lutte contre les violences et abus faits aux femmes, le 16 avril 2008. Les participants ont recommandé notamment le renforcement de la répression par des sanctions à caractère social, et ont mis en place un groupe chargé d'organiser des actions de lutte continue, en commençant par une pétition et une marche de réprobation de ces crimes et d'appel à l'action ;
- une séance de sensibilisation/promotion en droits de l'homme sur le thème « Le contentieux des terres et les droits de l'Homme » qui a regroupé différents intervenants dans la gestion des conflits fonciers des communes Itaba, Buraza, Gishubi, Bukirasazi, Ryansoro, Nyarusange et Bugendana en province de Gitega. La séance a regroupé 62 participants dont 10 femmes ; et
- concernant la justice de transition, une séance de sensibilisation a été organisée en commune/province Bubanza avec 50 représentants des confessions religieuses et de la société civile (dont 21 femmes). L'unité Justice de transition du BINUB a aussi rencontré le desk officer du Burundi du Ministère des Affaires Etrangères Sud Africain et Clint Williamson, ambassadeur itinérant américain pour les crimes de guerre, pour discuter de questions liées aux mécanismes de la justice de transition au Burundi.

## **V. Rencontres avec les partenaires**

Les ODH&J ont participé, le 14 avril 2008, dans les bureaux de l'OHCDH-B à Bujumbura à la réunion hebdomadaire avec les partenaires des droits de l'Homme et les autorités burundaises. Ils ont soumis de nouvelles allégations de violation des droits de l'Homme impliquant la PNB et la FDN.

Le 11 avril 2008, un ODH&J a participé à la réunion bimensuelle de coordination sur les personnes expulsées de la Tanzanie. L'analyse de l'évolution des chiffres au 31 mars 2008 montre que le nombre des personnes expulsées de la Tanzanie a diminué. Il a été également rapporté que le 7 avril 2008, il s'est tenu une réunion des gouverneurs des provinces concernées par cette question, notamment Kirundo, Muyinga, Ngozi, Ruyigi, Cankuzo, Rutana et Makamba. Au cours de cette réunion, il y a eu échange d'informations sur les systèmes de centralisation déjà mis en place. Quelques recommandations relatives au renforcement du travail bilatéral, des capacités et de l'implication des autorités locales ont également été faites.